RAPPORT D'ACTIVITÉ 2012



LA LUTTE CONTRE LE SIDA EST POLITIQUE

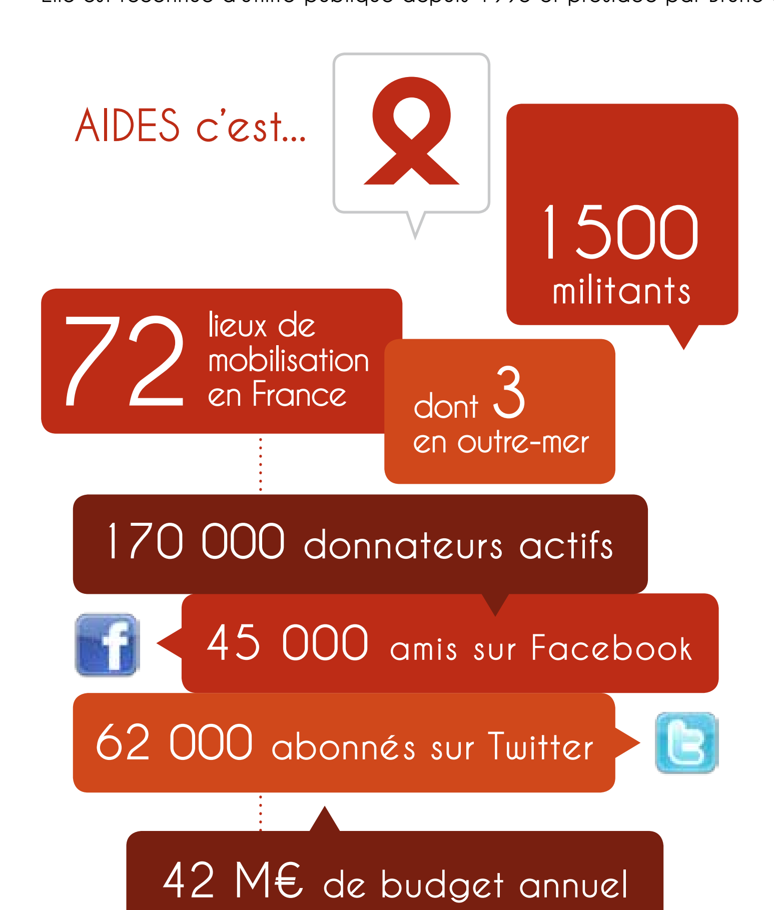
www.aides.org

CARTE D'IDENTITÉ



Principale association de lutte contre le sida en France

AIDES a été créée en 1984 par Daniel Defert, à la suite du décès de son compagnon Michel Foucault. Elle est reconnue d'utilité publique depuis 1990 et présidée par Bruno Spire depuis 2007.



42 M€ de budget annuel



Et surtout...

Des actions de prévention, de soutien et de défense des droits des personnes infectées ou affectées par le VIH et/ou une hépatite virale, menées par et avec les personnes concernées.

AIDES défend une approche globale de la santé : à travers les actions de terrain, les observations de proximité et les besoins exprimés par les personnes. La vocation de AIDES est de « transformer la société » afin de créer les conditions d'une vie meilleure pour les personnes touchées ou exposées aux virus du sida et/ou des hépatites.

Ainsi AIDES représente les personnes infectées par le VIH ou une hépatite virale dans le système de santé pour améliorer leur prise en charge et défendre les droits des malades.

Enfin, AIDES est à l'origine de la création de collectifs réunissant des associations de malades, comme le Collectif Inter-associatif Sur la Santé (CISS) et [im] Patients, Chroniques & Associés, pour porter des combats communs avec d'autres pathologies.

AIDES compte notamment :

23 représentants dans les Conférences Régionales de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) – ce qui fait de AIDES l'organisation la plus représentée dans les CRSA.

31 représentants dans les Conférences de Territoire dont la principale mission est de mettre en cohérence les projets sanitaires et territoriaux avec le projet régional de santé et les programmes nationaux de santé publique.

117 représentants dans les COREVIH (COordination REgionale de lutte contre l'infection à VIH), organes essentiels de coordination des soins du VIH et des hépatites.

21 participations à des pôles régionaux de compétences en promotion de la santé.

Quelques chiffres clés

Populations rejointes en fonction du genre	Hommes	Femmes	Trans	Total
Total de contacts estimés	188 753	85 179	1 065	274 997

Nombre d'actions et modalités de rencontre	Nombre d'actions	Nombre d'interventions collectives d'interventions	Nombre d'entretiens individuels	Nombre de dépistages rapides (TROD)
Total de contacts estimés	18 448	8 773	56 497	22 925

Sur les 18 448 actions, 70 % l'ont été dans des lieux de vie des communautés les plus exposées et 30 % dans les locaux de AIDES.

41 % des entretiens individuels ont inclus la réalisation d'un dépistage avec TROD (test rapide à orientation diagnostique).

Matériel distribué	2011	2012
Préservatifs masculins	850 057	902 105
Dosettes de gel lubrifiant	433 317	408 449
Préservatifs féminins	79 536	88 734
Seringues	1 776 266	1 851 991



BRUNO SPIRE
Président de AIDES

2012 fut une année de combats pour AIDES.

L'élection présidentielle, puis les législatives, ont été l'occasion de redire haut et fort que la lutte contre le sida reste d'une criante actualité.

Les droits des étrangers séropositifs en France ne sont toujours pas respectés, et les données de l'observatoire étrangers malades sont là pour le prouver.

Les personnes séropositives sont toujours plus impliquées dans nos actions, que ce soit autour de la disance, du guide « Vie positive » ou de leur participation toujours plus nombreuse aux universités des personnes séropositives (UPS) : la démarche communautaire reste au cœur de nos actions.

La dimension internationale de la lutte demeure centrale : les actions de AIDES dans la zone Caraïbes, le plaidoyer pour mieux financer le Fonds mondial, les actions avec les hommes gays en Afrique, ont été au cœur de nos préoccupations.



Enfin, 2012 fut l'année du déploiement du dépistage rapide démédicalisé. Les militants de AIDES ont réalisé plus de 20 000 tests de dépistage partout en France dans le cadre de nos actions de réduction des risques sexuels. Merci à eux.

La lutte contre le sida reste éminemment politique. Le combat continue pour une société plus juste et égalitaire ! Un monde sans sida est possible.

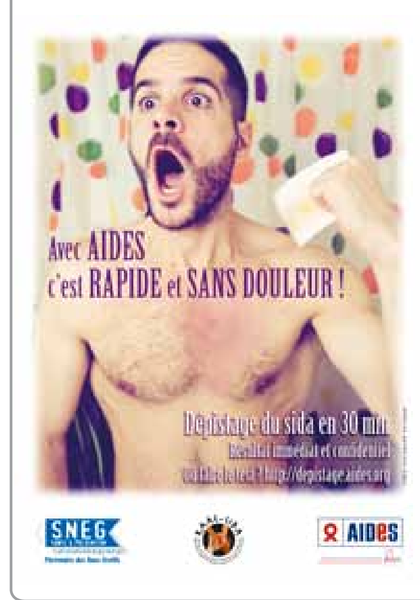


LE DÉPISTAGE RAPIDE DU VIH MONTE EN PUISSANCE

Autorisé par décret en novembre 2010, le dépistage rapide réalisé par des non médecins (également appelé TROD, ou test rapide à orientation diagnostique) était un combat de longue date pour AIDES.
Cet outil est déployé sur l'ensemble du territoire, et s'adresse en priorité aux communautés les plus exposées au virus du sida : les gays (ou HSH, hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes), les populations d'origine africaine et caribéenne, les personnes trans, les usagers de drogues et les travailleurs du sexe.
Ces groupes de populations représentaient en 2011 plus de 70 % des découvertes de séropositivité.

Les deux objectifs du dépistage rapide sont de permettre à chacun d'être testé régulièrement (et donc de connaître son statut et éventuellement de se soigner) et d'aider les personnes séronégatives à le rester.

LE TEST RAPIDE, COMMENT ÇA MARCHE ?



Après un entretien autour des sexualités et des moyens de prévention, les militants formés prélèvent une goutte de sang au bout du doigt.

Le résultat est délivré en quelques minutes, en toute confidentialité.

Quel que soit ce résultat, chaque personne bénéficie d'un accompagnement personnalisé.

Grâce à ce dispositif simple, mobile et gratuit, AIDES va à la rencontre des populations, directement sur leurs lieux de vie.

En 2012, 22 912 personnes ont participé à des entretiens de réduction des risques avec un dépistage du VIH dans l'ensemble de programmes et actions de AIDES, dans 23 régions de France (incluant la Guyane, la Martinique et Saint-Martin-Guadeloupe).

73 % étaient des hommes, 27 % des femmes, 0,3 % des personnes trans.

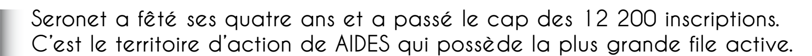
1 % des personnes a reçu un résultat positif.
C'est 5 fois plus que dans l'offre de dépistage classique (0,2 %), et 3 fois plus que dans les centres de dépistage anonymes et gratuits (0,3 %). C'est un indicateur positif. Il montre que ce dépistage opère au plus près des populations touchées et atteint des publics qui ont peu recours au test du VIH.

Pour 32 % des personnes dépistées, il s'agit du premier test réalisé au cours de leur vie.

A contrario, 9 % des personnes dépistées ont déjà réalisé un TROD au cours de leur vie.

80 % des dépistages ont été réalisés auprès des publics prioritaires : 37 % auprès des HSH, 36 % auprès des personnes migrantes, 6 % auprès des usagers de drogues, 1 % auprès des travailleurs du sexe.
73 % des dépistages ont été menés dans des lieux de vie autres que les locaux de AIDES.

Ces tests « hors les murs » ont été réalisés dans des lieux de rencontres extérieurs, des commerces partenaires, saunas ou clubs, des lieux d'affluence comme les gares RER, marchés, centres commerciaux, ou des structures sociales ou associations.
AIDES a noué des partenariats pour mettre en place ces actions, en particulier avec le SNEG (Syndicat national des entreprises gaies) et le RAAC-Sida (Réseau des associations africaines et caribéennes de lutte contre le sida). Le déploiement de l'activité s'est fait progressivement au cours de l'année.
Ainsi, après 2 505 tests réalisés au 1er trimestre, ce sont pas moins de 8 849 tests que les militants ont réalisé au cours du 4ème trimestre. Soit un total de 22 017 tests.



Seronet a fêté ses quatre ans et a passé le cap des 12 200 inscriptions.
C'est le territoire d'action de AIDES qui possède la plus grande file active.

Seronet réunit des personnes d'horizons différents, hétéros, bis, gays, trans, migrants, consommateurs de produits psycho-actifs, etc. qui, pour la plupart, ne fréquentent pas les territoires d'action ou les lieux de mobilisation de AIDES.

Seronet n'est pas qu'un simple site d'échanges, de partage d'expériences et de vécus, via les forums, les blogs ou le chat entre personnes séro-concernées, c'est aussi de l'information au service des militants, avec des publications quotidiennes d'articles, de brèves et d'interviews, qui couvrent un très large spectre d'investigation.
C'est également un outil de plaidoyer. Ce fût particulièrement le cas lors de la présidentielle et des législatives, où toutes les interviews et prises de position des candidats y ont été publiées.

ELECTION PRÉSIDENTIELLE 2012 : MOBILISATION GÉNÉRALE !

La présence des militants de AIDES dans le débat public pendant les campagnes présidentielle et législatives a été l'occasion de le rappeler : les élections concernent tous les citoyens, la société civile irriguée par les associations.

AIDES a porté dix revendications pour défendre la santé et les droits, en France et à l'international, pour en finir avec les épidémies de VIH/sida et des hépatites. Entre les collages, les interventions dans des débats publics et les présences récurrentes des militants lors des meetings, AIDES a montré qu'elle était là, présente et vigilante, et que les cinq prochaines années ne se feraient pas sans la parole des personnes séropositives aux VIH/hépatites, pas sans celle des personnes séroconcernées, pas sans les malades.

Des actions ont été menées dans plus de 25 villes dans toute la France ; lors de plus de 40 meetings, près de 15 000 affiches ont été collées, des actions virales ont été démultipliées sur Internet. AIDES a bénéficié d'apparitions par dizaines dans la presse, à la télé, à la radio, sur les réseaux sociaux, autant d'espaces ouverts pour avancer des observations et exposer des recommandations.



AIDES est une force citoyenne et militante et a envoyé un message clair au nouveau président et à la nouvelle majorité : rien pour nous sans nous !

Les réponses apportées par les partis politiques et les candidats lors de ces campagnes politiques seront pour l'association autant de matières utiles pour discuter à l'avenir avec les élus sur leurs engagements, leurs contradictions, pour les aider à prendre des décisions pertinentes pour la lutte contre le sida et les hépatites.

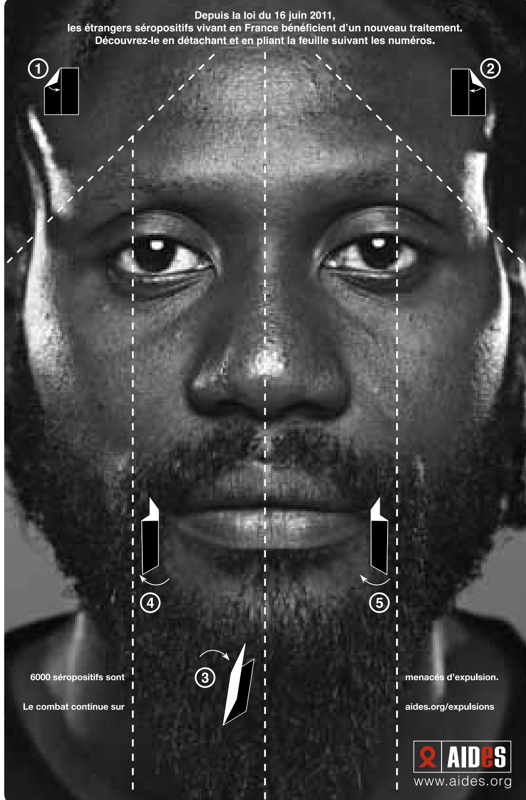


EMA : UN OBSERVATOIRE DE LA SITUATION DES ÉTRANGERS MALADES

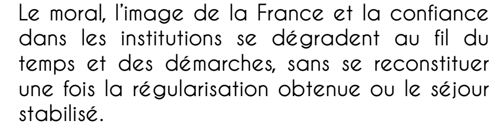
Depuis plusieurs années, AIDES est mobilisée, aux côtés de ses partenaires, sur les questions d'accès aux droits et aux soins des personnes étrangères et malades.
Afin d'orienter au mieux ses actions, AIDES a mis en place un Observatoire des Etrangers Malades (EMA) fin 2010. Il porte sur le parcours administratif (accès au titre de séjour pour raisons médicales, à une carte de résident de 10 ans et au regroupement familial) et la qualité de vie des personnes étrangères résidant en France, touchées par une pathologie grave qu'elles ne peuvent soigner dans leur pays d'origine.

Le rapport 2012 révèle et analyse les difficultés d'accès au droit au séjour pour soins des personnes, et leurs conditions de vie, leurs droits, leur moral et leur état de santé.
Pour cette première édition, l'observatoire réunit 155 situations, concernant des hommes (50 %), des femmes (45 %) et des personnes transgenres (5 %), séropositives au VIH (81,2 %), au VHC (7 %) ou au VHB (4,5 %), pour la plupart célibataires (66,4 %).

La moitié des personnes a obtenu une carte de séjour temporaire d'un an depuis plus de 5 ans (46,7 %) après des démarches souvent anormalement longues et semées d'embuches.



Quelques exemples de « dérapages » : plus de cinq heures d'attente en préfecture, rupture de confidentialité (un tiers des cas), exigence abusive de pièces administratives, et ingérence directe des personnels administratifs dans le dossier médical (dans 4,8 % des cas, il y a ainsi violation du secret médical).



Le moral, l'image de la France et la confiance dans les institutions se dégradent au fil du temps et des démarches, sans se reconstituer une fois la régularisation obtenue ou le séjour stabilisé.
La santé, le projet de soins et le suivi médical sont souvent relégués au second plan, derrière la priorité donnée aux démarches pour l'obtention d'un droit au séjour et à la satisfaction des besoins quotidiens (nourriture et logement).

L'accès à des droits sociaux, à une prise en charge de la santé, à des ressources et à un emploi s'améliore une fois que les personnes sont sorties de la précarité administrative.

Au moment de la rédaction du rapport EMA au cours du 1er trimestre 2012, les effets de la réforme restrictive de juin 2011 ne se faisaient pas clairement ressentir.

DES UPS 2012 ADAPTÉES AUX ENJEUX DE MOBILISATION

Les universités des personnes séropositives (UPS) 2012, organisées par les régions Sud-Ouest et Grand-Ouest de AIDES, se sont tenues près d'Angers du 31 octobre au 4 novembre. Y participaient près de 120 personnes séro-concernées : personnes vivant avec le VIH et/ou les hépatites, soignants, militants de AIDES. Les ingrédients du succès des UPS depuis plus de dix ans étaient réunis : un programme co-construit en amont avec les participants, une approche globale des besoins de santé, un soutien entre pairs. Plus de place a été donnée aux personnes ne fréquentant pas habituellement nos actions, aux partenaires du Sud et aux soignants.

Plus de 30 % des participants n'avaient jamais participé à une action de AIDES. Quelques-uns sont venus via www.seronet.info, d'autres par les propositions faites auprès des services VIH à l'hôpital.

Des médecins ont participé à des plénières, mais aussi pendant toutes les UPS, en commençant par le recueil de leurs besoins.

« J'ai plus appris en deux jours qu'en six mois de consultations. Cela devrait être obligatoire dans la formation des médecins. »
(Propos d'un médecin)



LES CARAÏBES : TOUS ENSEMBLE !

AIDES a organisé en juin 2012 les premières assises régionales de la région Caraïbes à Saint-Laurent du Maroni. Elles ont réuni des personnes vivant avec le VIH et/ou les hépatites, des militants, des associations de lutte contre le VIH/sida de Sainte-Lucie, du Suriname, du Guyana, de la République Dominicaine, d'Haïti…

Ces assises ont permis de dresser plusieurs constats.
D'abord qu'il ne sera pas possible de progresser dans la lutte contre le VIH/sida sans modifier dans l'ensemble de la zone Caraïbes le contexte légal qui pénalise les personnes les plus vulnérables (les homosexuels, les travailleuses du sexe ou les personnes migrantes). Les associations doivent lutter pour les droits humains de tous quelle que soit l'orientation sexuelle, mettre fin à la criminalisation de la transmission du VH, défendre les droits des minorités sexuelles, s'opposer à la répression légale du travail du sexe comme de l'usage de drogues.
Les associations doivent penser les Caraïbes comme une région à part, c'est-à-dire dans sa diversité, ses cultures, ses langues, ses migrations… Les départements français d'Amérique sont une composante des Caraïbes, mais aussi une charnière entre l'Europe et cette partie du monde. Les acteurs régionaux de la lutte contre le VIH/sida doivent développer des projets qui dépassent les frontières ; ainsi, des réalisations émergent comme la plateforme LGBT, le dépistage sur le fleuve Maroni entre le Suriname et la Guyane, la marche des fiertés de Paramaribo, la coordination du dépistage sur l'île franco-néerlandaise de Saint-Martin.
Et c'est dans ce même esprit qu'est sorti un numéro de Remaides Caraïbes qui illustre la nécessité d'un partenariat au sein des Caraïbes.



INTERNATIONAL : PLAIDOYER POUR LES FINANCEMENTS INTERNATIONAUX



La bataille internationale du sida est aussi une question d'argent. C'est pourquoi AIDES plaide pour une plus grande mobilisation des financements internationaux contre le sida.

Trois axes de plaidoyer se sont dégagés :

1 - Contribution multilatérale et bilatérale de la France à la lutte mondiale contre le sida (et notamment la contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme);

2 - Leadership de la France dans la création de mécanismes de financement innovants et pérennes pour le développement et la lutte contre les pandémies, comme par exemple la taxe sur les transactions financières;

3 - Mise en place de régimes de propriété intellectuelle permettant de faire un meilleur usage possible des fonds mobilisés via les médicaments génériques de qualité : un accès universel au dépistage et aux traitements de qualité est possible.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE SIDA : WASHINGTON 2012, NOUS VOILÀ !

« Turning the Tide Together »

« Ensemble, inversons la tendance » : tel était le mot d'ordre de la 19ème conférence internationale sur le sida qui s'est tenue fin juillet à Washington.

La lutte contre le sida est à un tournant : après la consécration du concept de TasP (traitement comme prévention) en 2011, un consensus global semble enfin émerger vers une perspective possible de fin de l'épidémie. Jamais il n'y a eu un tel panel d'outils efficaces pour parvenir à l'éradication du VIH. Mais jamais non plus l'engagement de la communauté internationale face à cet enjeu n'a été plus incertain. C'est ce que des militants de AIDES sont venus porter à Washington : la fin du sida, c'est le socle accès aux soins/accès aux droits pour tous, et l'engagement politique et financier qui va avec.

« Politicians have the power to stop AIDS ! »

AIDES a interpellé les leaders mondiaux sur ses revendications et leurs responsabilités, qu'il s'agisse de renforcer leurs contributions financières pour un accès réellement universel aux traitements ou de mettre fin aux mesures répressives pesant sur les travailleur(se)s du sexe, les usagers de drogues (UD) ou les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH).







http://www.facebook.com/aides



@assoAIDES



contact@aides.org

REMERCIEMENTS
AIDES remercie tout particulièrement les donateurs, les entreprises, et les pouvoirs publics qui nous ont soutenus en 2012.
Nous remercions également toutes les associations partenaires qui œuvrent avec nous dans cette lutte.
Merci à tous les militants de AIDES, volontaires, salariés, personnes accueillies et proches.



1ÈRE JOURNÉE NATIONALE DE LA DISANCE



La disance permet de briser le silence, de sortir de l'ombre, de rappeler au monde que l'identité d'une personne ne se résume pas à sa séropositivité et qu'il n'y a aucune raison pour qu'en 2012, partout dans le monde, celles qui vivent avec le VIH soient encore obligées de vivre cachées... sous peine de médisance.
Le 6 octobre 2012, AIDES a invité toutes les personnes séropositives qui le souhaitaient à se mobiliser pour bousculer les préjugés et idées reçues.

« Etre VIH+ aujourd'hui est pour moi au fond comme être diabétique.
On peut vivre une vie tout à fait normale.
Un séropositif sous traitement efficace ne transmet plus le virus et a une espérance de vie égale à celle de tout le monde. »

Winer, 29 ans, séropositif depuis 2006

« Aujourd'hui, trois mois après l'annonce de ma séropositivité, un mois et demi après le début de mon traitement, je me sens bien. Ma dernière prise de sang n'a apporté que des résultats positifs et encourageants. Je devrais être indétectable dans six mois. Personne ne peut le deviner. Personne n'a besoin de le savoir. Mais j'ai envie de le dire. »

Lucie, 20 ans, séropositive depuis 3 mois

DON EN CONFIANCE

Le 21 février 2013, AIDES a obtenu son agrément par le Comité de la Charte du don en confiance. C'est l'aboutissement d'une instruction menée par les contrôleurs du Comité pendant presque un an ponctuée d'auditions et de vérifications de nos pratiques de collecte de fonds ainsi que de notre rigueur et transparence financière au regard des textes déontologiques du label.



CREDITS : Directeur de la publication : Bruno Spire - Coordination : Romuald Chaussivert - Rédacteurs : Catherine Aumond, Franck Barbier, Francesca Belli, Clémentine Bonnifay-Besson, Romuald Chaussivert, Gérard Douhaud, Tony Fortin, Sandra Giraudeau, Claire Girou, Aurélie Haas, Vincent Labrouve, Jean-François Laforgerie, Céline Offerlé, Bruno Spire - Relecture : Christian Andreo et Alain Legrand - Maquette et réalisation : www.thibaultgleize.com - Crédits photographiques : ©AIDES et TBWA\Paris - Impression : 2 600 exemplaires